

L'Afrique, ces derniers temps, a été à « la une » dans le registre des guerres civiles (Tunisie, Egypte, Libye, Mali) et des conflits religieux (lutte contre l'islamisme avec prise d'otages au Cameroun ou au Nigeria).

Ces événements douloureux ne devraient pas néanmoins nous faire oublier les progrès réalisés sur ce continent depuis quelques années.

Notons, pour commencer, que la croissance dans l'Afrique subsaharienne dépasse actuellement les 6% (depuis 2003, le taux de croissance s'est maintenu entre 5% et 7%). Dans la décade passée, 6 des 10 pays en développement le plus rapide appartenaient à l'Afrique (en 2012, 5 Etats africains ont dépassé le rythme élevé de la Chine !).

En termes démographiques, l'Afrique qui comptait 900 millions d'habitants en 2000<sup>(1)</sup> devrait atteindre 2 milliards en 2050, alors que dans le même temps l'Europe aura vu sa population baisser de 10%. Un Africain sur deux a moins de 19 ans. On estime, par ailleurs, que la classe moyenne africaine, s'élèvera à 250 millions, dès 2030, ce qui représentera un marché potentiel de 1800 milliards de dollars par an de dépenses (à comparer avec les 1400 milliards que dépense actuellement la classe moyenne chinoise). Pour l'instant, le revenu par habitant n'a pas beaucoup augmenté depuis 1980<sup>(2)</sup>, en raison de l'essor démographique ; mais si le taux de croissance économique se maintient au dessus de 5%, le niveau de vie va progresser plus rapidement que pendant les 50 années précédentes. En outre, l'urbanisation s'est accélérée : plus de 45% de la population vit désormais dans les villes, ce qui est favorable au développement d'une classe moyenne consommatrice<sup>(3)</sup>.

En ce qui concerne les autres données économiques, on notera une baisse progressive du taux d'inflation moyen (en dessous de 8% depuis 2011) et une dette publique en diminution rapide : de 90% du PIB en 1998 à 38% en 2012, grâce, en partie, à des remises de dettes, à l'aide au développement et aux entrées de capitaux (plus de 50 milliards par an, rien que pour l'Afrique subsaharienne). Mentionnons également la richesse potentielle du continent : 9% des réserves de pétrole, 8% des réserves de gaz et 30% des gisements de métaux.

Bien sûr, il ne faut pas oublier les handicaps de l'Afrique, à commencer par la corruption, largement répandue ; selon un rapport de la Banque Mondiale<sup>(4)</sup>, la prévarication liée aux services publics, tels que l'électricité, l'eau et le téléphone atteindrait environ 6 milliards de dollars par an (soit plus de 1% du PIB africain). On peut rajouter le contexte sanitaire médiocre (épidémies de SIDA ou de malaria, par exemple) et un taux de chômage extrêmement élevé (270 millions sans travail pour l'ensemble du continent<sup>(5)</sup>) ; en outre, il faudra accueillir de nouveaux travailleurs potentiels (110 millions entre 2013 et 2050 !) et donc créer de nouveaux emplois. Enfin, le système éducatif est relativement inefficace et les inégalités entre classes sociales tendent à s'accroître.

Dans ce contexte globalement positif, on ne sera pas étonné de constater l'intérêt pour l'Afrique, désormais largement démontré, par certains pays tels que la Chine, l'Inde ou les pays du Moyen-Orient. Ainsi, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique (les échanges dans les deux sens ont été multipliés par 4 en 7 ans<sup>(6)</sup>). 80% des achats chinois portent sur des matières premières (pétrole, fer, manganèse, cuivre). De même, les investissements chinois en Afrique progressent rapidement (achat de mines, de terres agricoles, établissement de « comptoirs ») et atteignent désormais 20 milliards de dollars.

Que faut-il tirer comme conclusion ? Soulignons d'abord que les pays africains sont très variés : entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, les pays exportateurs de matières premières et les pays importateurs, les pays littoraux et les pays enclavés, les « grands » Etats (Nigeria, Egypte, Ethiopie, Afrique du Sud) et « les » micro-Etats (Guinée-Bissao, par exemple). Par ailleurs, certains connaissent des troubles permanents (Zaïre, Soudan, Mali) et, d'autres, au contraire, bénéficient d'une situation bien meilleure qu'il y a 20 ans (Angola, Mozambique, Sierra Leone), avec une progression lente, mais notable de la démocratie, favorisant des alternances sans épisodes sanglants (cf. le Sénégal).

En ce qui concerne les entreprises françaises, elles sont déjà bien implantées au Maroc et dans l'Afrique francophone, où elles bénéficient d'une garantie de change, le franc CFA étant rattaché à l'euro par un lien fixe. Mais, elles commencent à s'intéresser aussi à l'Afrique anglophone, à l'Afrique lusitanophone (Angola, Mozambique) et, bien sûr, à l'Afrique du Sud, qui est désormais notre premier partenaire commercial (avec plus de 250 entreprises présentes).

Malgré, les guerres civiles d'origine ethnique ou religieuse qui ravagent le Continent, l'Afrique demeure une cible potentiellement profitable. Nous ne pouvons pas nous permettre d'en être absent.

Bernard MAROIS

Professeur Emérite à HEC Paris

Président d'honneur du Club Finance HEC

---

(1) Ils étaient seulement 180 millions en 1950!

(2) Il a atteint environ 1900 dollars en 2010, contre 1515 en 1980.

(3) A titre d'illustration, le nombre de portables détenus par des africains a dépassé la barre des 500 millions en 2012 (soit plus que l'ensemble du Continent européen !).

(4) Cf. « Africa's infrastructure : a time for transformation », Banque mondiale, 2009.

(5) Ce qui correspond à un taux de chômage de 25% à 40%, selon les pays.

(6) Ils ont atteint 166 milliards en 2011 (Cf. l'article « Comment l'Afrique profite de la Chine » Institut Eurasia, HEC, octobre 2012). Notons également qu'il y a désormais plus d'un million de chinois établis en Afrique.